

# AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 91  
Décembre 2017

A man wearing a blue cap, a plaid shirt, and dark overalls is working on a heavily damaged concrete wall. He is using a tool to remove a large, jagged piece of concrete from a hole. The wall is covered in numerous small, circular bullet holes. In the background, a yellow structure and a striped bag are visible.

## DE LA GUERRE À LA PAIX : LA SOCIÉTÉ CIVILE COMME MOTEUR

RÉFUGIÉ·E·S  
Histoires porteuses d'espoir

RELATIONS DE GENRE  
Sortons de nos rôles !

AMNESTY  
INTERNATIONAL 



# De la guerre à la paix : la société civile comme moteur

La transition d'une guerre civile à une société vivant en paix, ou de la dictature à la démocratie, est un processus complexe s'étalant sur des décennies. Les mécanismes de justice internationaux, les mesures d'amnistie ou les commissions de réconciliation butent souvent sur les intérêts des pouvoirs politiques en place. Partout, la société civile est un moteur central de la paix.







# Les défis de la reconstruction

La mise au point d'un projet de reconstruction garantissant à la fois la sécurité et le bien-être des populations civiles, la justice et la résolution progressive des causes du conflit, est un mécanisme fragile qui s'étale parfois sur des décennies. Ce processus est soumis aux pressions de groupes d'intérêts politiques et parfois aussi à des modifications du contexte géopolitique. L'analyse d'Emmanuel Grynszpan\*



Deux décennies après la guerre en Bosnie, certains bâtiments portent encore les traces du conflit, tandis que d'autres, reconstruits, arborent des façades flambant neuves, comme ici à Mostar.

**R**empporter la guerre et perdre la paix, c'est l'ornière dans laquelle sont tombées plusieurs interventions occidentales contre des régimes criminels au cours des trois dernières décennies. L'incapacité à concevoir et à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une reconstruction d'après-guerre mène à des situations de chaos, voire à des catastrophes jetant le discrédit non seulement sur les États engagés, mais aussi

plus globalement sur l'ingérence humanitaire. Ces tristes conséquences apportent de l'eau au moulin de régimes autoritaires plaçant la souveraineté des États au-dessus de toute autre considération. L'autorité morale, imaginaire ou non, des vainqueurs projette trop souvent un écran de fumée sur les dispositifs indispensables à la stabilité de l'après-guerre. Ce sont les mêmes dispositifs mis en œuvre dans la transi-

tion d'une guerre civile à une société vivant en paix ou de la dictature vers la démocratie.

La reconstruction post-conflit englobe plusieurs processus mis en œuvre simultanément. Il s'agit d'abord de l'aide d'urgence, couplée au rétablissement d'infrastructures sanitaires vitales. Dans sa dimension sécuritaire, cela implique la restauration d'un État de droit appuyé sur des forces de sécurité responsables, le rétablissement d'une gouvernance politique, la réparation des mécanismes économiques et de la stabilité sociale. Les expériences récentes ont porté l'attention sur la nécessité d'apporter un soin tout particulier à la réintégration économique de trois catégories de personnes : les réfugié·e·s retournant chez eux, les combattant·e·s démobilisé·e·s et les mères de famille.

Les outils développés ces dernières décennies incluent la justice transitionnelle, des campagnes d'amnistie réglées pour permettre le désarmement et la baisse du niveau de violence, ainsi qu'un soutien psychologique aux victimes d'exactions, afin entre autres qu'elles puissent jouer un rôle central dans les processus judiciaires. Outil indispensable également, les commissions de réconciliation permettent de rétablir le dialogue entre les communautés en conflit et, à terme, la confiance.

**Perspective historique** | Les problématiques de reconstruction ont commencé à être théorisées au XIX<sup>e</sup> siècle. Les puissances colonialistes souhaitaient modéliser la reconstruction dans le but de générer davantage de profits économiques venant des colonies.<sup>1</sup> Une approche plus holistique a vu le jour au terme de la guerre civile américaine, pour relancer le sud dévasté par le conflit. Le plan Marshall (1948-1951) a constitué un tournant par son ampleur et ses résultats généralement considérés comme très positifs. L'«épidémie» de guerres civiles au sortir de la guerre froide a conduit à l'émergence d'une vaste infrastructure d'acteurs et institutions transnationales spécialisés.

**La justice transitionnelle** | Le risque que l'héritage toxique des exactions massives donne lieu à des éruptions de violences plusieurs décennies après les faits est largement reconnu. Près de la moitié des régions détruites par des conflits connaissent des rechutes au cours de la décennie suivante.<sup>2</sup> Les violences à grande échelle cassent les structures sociétales et les réseaux de relations permettant la coexistence pacifique des communautés. La justice transitionnelle, née au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, s'est imposée comme un outil efficace de réduction des risques. Elle inclut des mécanismes judiciaires et non judiciaires, se concentre sur la poursuite de cas individuels, le dédommagement aux victimes, les réformes institutionnelles, l'établissement des faits historiques et la commémoration des victimes.

Pour bien fonctionner, la justice transitionnelle doit prendre en compte les traditions locales, les minorités, et les femmes.<sup>3</sup> Elle doit identifier les catégories sociales et leur cohésion, la communication et la sensibilisation de toutes et tous, pour que les condamnations ne soient pas perçues comme basées sur une appartenance ethnique ou comme une «justice des vainqueurs». La collaboration avec d'autres acteurs (ONG notamment) est cruciale, de même que la maîtrise du calendrier.

La capacité de la justice transitionnelle à déboucher sur une réconciliation sur le long terme est toutefois mise en doute par nombre de spécialistes. Si les procès permettent de mettre fin à l'impunité des criminel·le·s et restaurent la responsabilité de chacun·e, ils sont cependant insuffisants pour promouvoir la réconciliation et produire de la cohésion intercommunautaire.<sup>4</sup> D'autres mesures complémentaires doivent être mises en œuvre, qui visent spécifiquement à renouer les liens à tous les niveaux de la société (liens interpersonnels, entre groupes sociaux, interethniques, déradicalisation, etc.).

**Amnistie ou impunité** | L'amnistie figure aussi dans cette boîte à outils qu'est la justice transitionnelle. Elle a été utilisée notamment en Amérique latine dans les années 1980, ainsi qu'en Afrique du Sud, et plus récemment en Colombie. La primauté de la paix sur la justice a pourtant montré ses limites dès les années 1990, alors que les victimes d'injustices ont commencé à faire appel à des mécanismes de justice internationaux (tribunaux pénaux internationaux, instances de défense des droits de l'homme) pour réclamer les réparations déniées par les amnisties.

L'amnistie peut aussi échouer faute de coordination entre États lorsque la cible est une rébellion transnationale. Ainsi, début avril 2017, le président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed a offert une amnistie de 60 jours à l'ensemble des combattant·e·s d'Al-Shabab prêt·e·s à déposer les armes. Mais seul·e·s 50 combattant·e·s ont déposé les armes et l'opération s'est soldée par des tentatives d'assassinat et des offensives du groupe armé contre l'armée et les civil·e·s non seulement en Somalie, mais aussi au Kenya voisin. Contrariée par l'amnistie, Nairobi avait pris les devants en sévissant contre Al-Shabab, entraînant une escalade régionale.<sup>5</sup>

**Le cas syrien** | Le cas de la Syrie fournit un exemple actuel. Le chantier de reconstruction de ce pays (estimé entre 200 et 350 milliards de dollars) promet d'être un test des méthodes de reconstruction et de l'éthique de ses acteurs. Une large partie de la communauté internationale, dont les principaux pays donateurs, continue de rejeter le régime de Bachar al Assad, remis en selle par ses alliés russes et iraniens. La dynamique militaire jouant à présent en faveur de



ces derniers, les fonds alloués à la reconstruction constituent désormais l'un des rares moyens de pression sur Damas. En effet, le coût de la reconstruction est bien au-delà des capacités d'Assad et de ses alliés. Une régulation a été adoptée début 2017 par Damas lui permettant de contrôler et d'orienter les flux d'aide humanitaire à sa guise, c'est-à-dire à des acteurs et des zones restées loyales au régime. Du coup, les ONG Oxfam, Save the Children, et CARE International ont prévenu au printemps que «s'engager dans l'assistance à la reconstruction risque de faire plus de mal que de bien» si le processus se déroule sous l'autorité d'un gouvernement ne respectant pas les droits humains.<sup>6</sup>

**Le modèle alternatif de la Russie** | Beaucoup moins regardantes sur les droits humains, des puissances comme la Chine et la Russie s'engouffrent dans la brèche. Moscou met en avant ses propres initiatives humanitaires sur un modèle très différent des grandes ONG internationales, avec qui la Russie entretient des rapports souvent difficiles. Ainsi, début 2016, un «Centre de coordination russe pour la paix en Syrie», dont le siège se trouve sur la base militaire russe de Khmeimim, a été créé pour faciliter les contacts entre l'opposition et Damas et pour favoriser le désarmement des rebelles. Or, ce nom débonnaire sert de façade à une émanation du ministère de la Défense russe, et les diplomates occidentaux estiment que sa fonction principale est le renseignement militaire sur l'opposition au régime Assad.

Moscou déploie en outre ses propres ONG (surnommées «GONGO», acronyme anglais pour l'oxymoron «organisations non gouvernementales sous contrôle gouvernemental»)

sur le terrain.<sup>7</sup> Ainsi, la Fondation Akhmad Kadyrov (pilotee par le dirigeant tchéchène pro-Moscou Ramzan Kadyrov) distribue de l'aide humanitaire en Syrie et promet de reconstruire la mosquée d'Alep.<sup>8</sup>

Durant l'été 2014, la Russie avait déjà habilement utilisé l'aide humanitaire immédiate à des fins militaires, en envoyant des dizaines de convois d'aide aux populations du Donbass. Si l'aide était réelle, son objectif était surtout de détourner l'attention de l'opinion publique mondiale. Simultanément, des colonnes de blindés pénétraient sur le territoire ukrainien pour infliger une sévère défaite aux forces loyales à Kiev.

Dans un monde où les régimes non démocratiques ont le vent en poupe, le besoin de reconstruction post-conflit va malheureusement enfler. Il n'existe plus de droit à l'erreur si l'on veut inverser la tendance. |

\* Emmanuel Grynszpan est journaliste indépendant basé à Moscou depuis 2001. Il collabore avec Le Temps, La Tribune, Le Figaro et le Journal du Dimanche.

- 1 Coulomb Fanny, *Economic Theories of Peace and War*, Routledge, 2004.
- 2 Del Castillo Graciana, *Rebuilding War-Torn States: The Challenge of Post-Conflict Economic Reconstruction*, Oxford: Oxford University Press, 2008.
- 3 Manning R. et Trzeciak-Duval A., «Situations of Fragility and Conflict: Aid Policies and Beyond», *Conflict, Security & Development*, 10(1), 2010.
- 4 Goldwyn R., *Making the Case for Conflict Sensitivity in Security and Justice Sector Reform Programming*, Care International UK, 2013.
- 5 Wabuke Emmah, *Foreign Policy Magazine*, 10/2017.
- 6 Rollins Tom, «Syria's reconstruction plans take shape», *Al-Monitor*, mai 2017.
- 7 *The Vulnerability Index: Subversive Russian Influence in Central Europe*, Globsec Policy Institute, avril 2017.
- 8 «Kadyrov Foundation donates \$14 mln for rebuilding Great Mosque of Aleppo», *Tass Agency*, septembre 2017.



# « Il faut désarmer les esprits ! »

La démobilisation des FARC suscite l'espoir de tourner la page de 50 ans de guerre civile en Colombie. Encore fragile, le processus doit surmonter plusieurs écueils, à commencer par un possible changement de majorité politique, la réinsertion des ex-guérilleros ou encore la lutte contre les paramilitaires. L'analyse de Ramón Muñoz, avocat colombien et cofondateur de l'ONG Réseau international des droits humains (RIDH). Propos recueillis par Camille Grandjean-Jornod

▷ **AMNESTY** : Un an après la signature des accords de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), quel regard portez-vous sur le processus ?

◁ **Ramón Muñoz** : Je suis préoccupé. Il y a un vrai risque de retour en arrière avec les élections qui se tiendront au printemps prochain. Certains partis bien placés dans les sondages font campagne pour le balayage complet des accords. Alors que les FARC ont honoré leurs obligations, la mise en œuvre des accords se fait très doucement.

▷ **Le gouvernement ne fait pas sa part ?**

◁ Il manque un leader à l'accord de paix. Un des engagements du gouvernement était de combattre les paramilitaires. Or, ils subsistent et reprennent même des territoires laissés par les FARC. Regardez aussi les zones pour le retour à la vie civile des ex-guérilleros : leur aménagement a énormément trainé, essentiellement à cause de la corruption, qui reste un problème central et un frein à la mise en œuvre de tout le processus. Dans les régions rurales, où la partie se joue avant tout, le gouvernement peine aussi à mettre en place les réformes promises. C'est là l'origine des affrontements du 5 octobre à Tumaco : les accords de paix prévoient une éradication de la coca accompagnée de mesures permettant aux paysans de se reconverter. Le programme existe, mais il peine à atteindre les personnes concernées. Parallèlement, l'éradication forcée, par aspergion de glyphosate, se poursuit, sous pression des États-Unis.

▷ **Qu'en est-il de la réinsertion des ex-guérilleros ?**

◁ C'est un enjeu essentiel. Avant tout, il faut un message politique fort pour garantir leur protection. Il y a un précédent, avec l'Union patriotique (*ndlr* : un parti issu d'une première tentative de démobilisation des FARC en 1984, dont plusieurs milliers de membres ont été assassiné-e-s). Rien ne garantit que la violence ne se déclenche pas à nouveau. Encore aujourd'hui,

des défenseurs des droits humains, des leaders de mouvements sociaux, des politiciens de gauche sont menacés ou tués.

▷ **Dans ces conditions, peut-on parler de paix ?**

◁ La signature des accords est un pas vers la paix : elle signifie la fin des combats avec les FARC. Mais la paix n'est pas encore gagnée. Il faut maintenant la construire, dans les régions. Le processus de paix a aussi déclenché des dynamiques positives ! On le voit avec la multiplication des « consultations populaires ». C'est un mécanisme qui permet aux communautés de se prononcer sur l'utilisation du sol. Or, la question du contrôle de la terre est aux sources du conflit. Il y a beaucoup de tensions autour de ces consultations, et d'incertitude quant à leur respect par les autorités. Mais c'est aussi le signe que la société civile perçoit le processus de paix comme une opportunité de participer plus activement à la vie publique. Il faut voir la paix en Colombie comme un long processus : on a vécu un demi-siècle avec un conflit qui nous a empêchés de construire un projet commun de société, car la guerre dictait tout. Construire la paix prendra au moins une génération !

▷ **Comment assurer la réconciliation ?**

◁ Un système spécial de justice a été créé, il lui faut maintenant des ressources. La concertation avec les victimes est ici essentielle. Certaines ne veulent pas d'argent, mais connaître la vérité, ou récupérer leurs terres, par exemple. Après 50 ans de conflit, un travail sur la santé mentale est aussi nécessaire, pour permettre à la population de passer de la haine et la confrontation à un dialogue possible. On a désarmé les FARC, maintenant il faut désarmer les esprits !

## REPÈRES

- **1985** : Création du parti Union patriotique issu d'une première tentative de démobilisation des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Dans les années qui suivent, des milliers de ses membres sont assassiné-e-s, entraînant la reprise du conflit armé.
- **2012** : Début des pourparlers entre le gouvernement et les FARC.
- **26 septembre 2016** : Signature des accords de paix entre le gouvernement et les FARC.
- **2 octobre 2016** : Courte victoire du « non » lors du référendum sur les accords de paix.
- **24 novembre 2016** : Signature d'une nouvelle version des accords, remaniés pour inclure certaines exigences des opposant-e-s.
- **7 février 2017** : Début des pourparlers de paix entre le gouvernement et l'Armée de libération nationale (ELN).
- **27 juin 2017** : Les FARC achèvent de rendre leurs armes, sous contrôle de l'ONU.
- **1<sup>er</sup> septembre 2017** : Lancement du parti politique des FARC, sous le nom de Force alternative révolutionnaire commune.

# La paix, à petits pas

À La Carmelita, des clowns dérident des ex-guérilleros, premier pas vers un travail de résilience. Dans la région de Medellín, des femmes victimes du conflit animent des groupes de parole pour surmonter ensemble les traumatismes. Plus au nord, une communauté de paix esquisse les contours d'un projet de société. Chacun-e à leur manière, des Colombien-ne-s se mobilisent pour la paix. Par Camille Grandjean-Jornod



Utiliser les outils du clown pour travailler sur les traumatismes et accompagner le processus de paix, c'est le pari d'un comédien colombien et d'une psychiatre allemande.



La communauté de paix de San José de Apartadó commémore chaque année ses membres tué-e-s, en particulier lors d'un massacre perpétré en 2005 par des militaires et paramilitaires.

**Nez rouge et tenues kaki** | «C'était spécial de jouer devant 400 personnes armées», confie Luis et Susanne Silva. «Les visages étaient très durs au début, mais à la fin les larmes coulaient quand on a entonné ensemble la chanson *Para la guerra nada*.» Le clown colombien et la psychiatre allemande, tous deux établis en Suisse, n'oublieront pas cette représentation donnée en avril 2017 dans le sud de la Colombie, près de la frontière équatorienne. Ce jour-là, leur troupe s'est produite devant des ex-guérilleros dans la zone de «normalisation» de La Carmelita, un des lieux prévus pour le retour à la vie civile des FARC.

À l'origine de cette tournée hors du commun, une invitation à venir y donner des ateliers de résilience. Fondateurs de Clown Up, les deux partenaires au travail et dans la vie ont en effet développé une méthode combinant outils clownesques et thérapeutiques: «Le jeu théâtral offre des techniques de prise de distance permettant de raconter des vécus lourds, et de créer des rituels guérisseurs. Avec le clown, on peut

contourner les défenses et se reconnecter à une mémoire non traumatique du corps.»

Fort de son expérience auprès de personnes traumatisées en Suisse, le couple est convaincu que le travail avec le clown peut aider à la paix. «Nous avons un atelier qui travaille sur la force héroïque de chacun: nous sommes tous à la fois capables du meilleur et habités de démons intérieurs, nos "saboteurs". Ressentir la présence de ces forces en nous, les faire entrer en dialogue, favorise un processus de paix avec soi-même et aide à trouver l'énergie de se confronter à l'autre de manière constructive. Le rire est aussi libérateur. Il permet de sortir d'une anesthésie traumatique pour se sentir vivant et partie d'une humanité commune, y compris avec l'ancien ennemi.»

Entamer un tel travail sur soi nécessite de bonnes conditions. Chez les FARC, Luis et Susanne Silva ont estimé que le contexte ne s'y prêtait pas encore, faute de «lieu sûr» et de disponibilité des ex-guérilleros, occupé-e-s à pallier l'essentiel dans des zones où rien n'était prêt pour les accueillir. Mais le



besoin est là. «Je me réveille souvent avec des cauchemars, des flash-back, on aurait besoin de parler», leur a confié un des commandants du camp, s'abandonnant un instant aux larmes avant de les remercier d'avoir été là. Sans compter le défi de retisser des liens avec des proches quitté·e·s souvent très jeunes. Un autre révélait : «J'ai 70 ans, j'ai passé les 50 dernières années dans la jungle. Maintenant, il va falloir apprendre à dialoguer, ce n'est pas facile.»

Dans leur besace, les clowns ont ramené un projet, en attente de conditions plus favorables : «Nous aimerions proposer des ateliers mixtes, qui mêlent des ex-guérilleros et la population civile, elle aussi touchée par le conflit.»

**Appui psychosocial par les pairs** | Assurer la réinsertion des ex-guérilleros sans négliger la population civile victime du conflit, un vrai travail d'équilibrisme qui attend le gouvernement. «Il y a de l'argent pour réinsérer les FARC, et nous?», a entendu récemment Maria Muñoz dans la région d'Antioquia, près de Medellín. Chargée de projets à Genève Tiers-Monde, elle visitait un projet d'appui psychosocial communautaire mené par les associations Vamos Mujer et AMOR (*Asociación regional de mujeres del oriente antioqueño*). «Les gens ici ont vécu tant de violences, beaucoup ont des problèmes psychologiques plus ou moins aigus : anxiété, dépression, névroses...», raconte-t-elle.

Dans cette région du nord-ouest du pays, les deux organisations de femmes ont décidé d'empoigner le problème. Avec l'idée que la paix passe non seulement par un travail sur les traumatismes subis, mais aussi par l'éradication des violences de genre : «Les femmes ont été doublement touchées ; en plus d'être victimes au même titre que les hommes, elles ont subi des violences spécifiques, comme les viols. Beaucoup d'hommes sont aussi partis pendant le conflit, laissant les femmes en charge de la ferme. Aujourd'hui, l'enjeu est de renégocier les rôles et les places : les femmes doivent pouvoir être actrices et auteurs de la construction de la paix», résume Maria Muñoz.

D'où un travail en deux volets : d'un côté, l'accompagnement des familles autour de leur «projet de ferme», avec une réflexion sur les relations de genre. De l'autre, un accompagnement psychosocial par le biais de groupes d'échanges entre pairs. Particularité : les vécus traumatiques sont travaillés en commun. Une manière de se rendre compte que d'autres vivent des situations similaires et de puiser dans la communauté les ressources pour s'en sortir.

Pour animer ces groupes, le projet forme des femmes de la communauté. Elles-mêmes victimes du conflit, elles trouvent dans cette formation un espace d'élaboration de leur propre deuil. Moins chère et plus réaliste que l'envoi de psy-



Les participant·e·s aux ateliers «Abrazos», dans la région d'Antioquia, mettent en commun leur vécu pour élaborer ensemble un processus de deuil.

chologues en nombre depuis la capitale, cette formule permet en plus à ces femmes de gagner en assurance pour se positionner sur d'autres thèmes les concernant.

**Vingt ans d'alternative à la guerre** | L'implication des communautés locales pour la paix n'a pas attendu la signature des accords de paix. À San José de Apartadó, au nord du département d'Antioquia, cela fait vingt ans que des paysan·ne·s se sont constitué·e·s en «communauté de paix», affirmant le droit de la population civile à ne pas être entraînée dans le conflit.

Pour garantir la neutralité de la communauté, ses membres s'interdisent tout contact avec les parties au conflit. «À l'origine, des villageois qui souffraient de massacres et de persécutions ont créé la communauté de paix comme une manière de se protéger de la guerre», explique Tanja Vultier, de Peace Brigades International, qui a passé un an à leurs côtés. «Mais leur démarche va plus loin : leur volonté de poser les fondements d'une vie en paix passe également par un mode de fonctionnement démocratique propre, avec des décisions prises par consensus, des temps de travail communautaire, un système interne d'éducation des enfants, et des règles comme l'interdiction des armes, des drogues ou de l'alcool.»

Symbole de résistance pacifique, la communauté de paix a payé un lourd tribut au conflit, avec plus de 200 membres tué·e·s. Aujourd'hui encore, elle subit une recrudescence de menaces de la part de paramilitaires profitant du retrait des FARC.

Les accords de paix signés en 2016 avec les FARC prévoient des mécanismes de justice et de réparation. Loin des enceintes du pouvoir et des négociations, nombre de personnes en Colombie travaillent à construire une société pacifiée, même si elles encourent parfois encore des menaces pour cela. Cinquante ans de conflit ne s'effacent pas d'une signature. |